

Infos & Analyses libertaires

Journal de l'Organisation Anarchiste

N° 112 – Janvier 2019

**PATRONS ACTIONNAIRES DÉPUTÉS
SÉNATEURS PRÉSIDENTS**



**SALARIÉS • CHÔMEURS • SANS-PAPIERS
RSA • RETRAITÉS • SANS ABRIS**



**ON N'EST PAS
SUR LE MÊME BATEAU !**

**Egalité économique et sociale
Autogestion généralisée**

Sommaire



Pages 3 à 6 : « *En 2019 on reprendrait bien un peu de lutte sociale !* »

Pages 7 à 9 : « *Cruxiclastie dans les Pyrénées du Levant* »

Pages 10 à 12: « *Effervescence nationaliste ... Ça se répand partout* »

Pages 13 et 14 : « *Quelques éléments sur une internationale de l'extrême droite* »

Pages 15 et 16 : « *Galères dans la Restauration* »

Pages 17 à 24 : **Dossier** « *Contre le militarisme et les guerres...* »

Pages 25 et 24 : « *Anars en Comminges* »



Pour contacter Organisation Anarchiste

oa@infosetanalyseslibertaires.org

Nos groupes et liaisons

PERPIGNAN

Groupe Puig Antich

Mel : contact@groupe-puig-antich.info

Librairie **Infos** 2, rue Théodore Guiter - Perpignan

(prés de la place des Poilus)

Permanences : samedi de 15H à 19H

TOULOUSE

Groupe Albert Camus

Mel : groupe.albert.camus@gmail.com

36 rue de Cugnaux 31300 Toulouse

Permanences : les Mardi de 18h30 à 19h30 semaines impaires et les jeudis semaines paires.

ORLÉANS

Liaison du Centre

Ecrire au secrétariat

oa@infosetanalyseslibertaires.org

MONTPELLIER

Groupe Victorine

Mel : groupe-victorineoamtp@ntymail.com

CARCASSONNE

Groupe Anarchiste de Carcassonne

Mel : groupecarcassonne@gmail.com

93/ Région parisienne

Ecrire au secrétariat

oa@infosetanalyseslibertaires.org

En 2019 on reprendrait bien un peu de lutte sociale !

L'actualité récente, teintée de jaune avec des bandes fluorescentes, a rappelé à ceux qui se croyaient tranquilles pour tout un quinquennat que quand on cherche la limite on finit par la trouver.



Ceux et celles qui ont tout avalé depuis des dizaines d'années en ont eu marre et se sont mis à exprimer leur ras-le-bol de la plus tonitruante des manières. La révolte en cours est pour beaucoup de participant-e-s une première fois. L'aggravation des inégalités sociales et économiques leur est devenue insupportable jusqu'à les faire exploser d'une colère plutôt réjouissante.

Pour celles et ceux qui battent le pavé depuis des années, de luttes en luttes, de manifs en manifs, en essayant reculs sur reculs, le premier sentiment a été teinté d'amertume. Mais où étaient-ils, tous ces gens quand nous faisons grève contre les reculs sociaux qui s'accumulent depuis si longtemps ? Où étaient-ils quand nous manifestions contre la précarité grandissante, contre les inégalités toujours plus grandes ? Où étaient-ils quand nous nous battions avec acharnement contre les « Lois Travail » successives ?



Ils se taisaient et ils courbaient l'échine quand nous nous sentions bien seuls face aux patrons et aux escadrons de gazeurs et de lanceurs de grenades.

Le rejet des « *politiques* » et des syndicats qui sont tenus pour responsables de la situation actuelle est une des caractéristiques fortes du mouvement des gilets jaunes. Il est vrai que le spectacle des opportunistes qui les ont soutenus au début ou les soutiennent encore aujourd'hui alors qu'ils menaient les mêmes politiques lorsqu'ils étaient aux affaires, a de quoi alimenter ce rejet, voire ce dégoût. Les partis politiques et les syndicats associés à la gestion du système capitaliste ont une lourde part de responsabilité dans la permanence de l'injustice sociale et économique : c'est le système qu'ils défendent dans des versions plus ou moins dures au gré des circonstances.

Les citoyens qui délèguent, élection après élection, la gestion de la société aux « *politiques* » dénoncés aujourd'hui portent aussi leur part de responsabilité : en se cantonnant à réclamer aux « *politiques* » un service qui réponde mieux à leurs attentes, ils se condamnent à rester des sujets impuissants et manipulés.

Partout en Europe et dans le monde l'extrême-droite fait son miel de ce comportement.



Le capitalisme ça opprime, ça pollue et ça rend pauvre

Le capitalisme se fonde précisément sur l'inégalité entre ceux qui en profitent et ceux qui triment ou qui chôment pour remplir les poches des patrons, des actionnaires et de leurs copains.



Les politiques de droite et de gauche qui se succèdent depuis des années n'ont pour but que d'adapter les lois pour que les profits de quelques uns augmentent en maintenant la misère des plus défavorisés à la limite du supportable. Il n'y a pas d'arrangement à espérer de la part des managers assoiffés de pouvoir économique et politique : tant qu'on ne changera pas de système les riches seront plus riches et les pauvres plus pauvres.



Nucléaire, pesticides, pollution industrielle, politique du "tout voiture", grands travaux inutiles, ceux qui nous vendent aujourd'hui la transition écologique à la sauce du green business se moquent du monde. Ce sont les mêmes qui défendent depuis toujours la croissance infinie et la maximisation du profit des industriels.

Il n'y a rien à espérer de la part de ces bonimenteurs qui nous font la morale et nous rendent responsables du merdier qu'ils ont créé et qu'ils continuent à développer partout dans le monde. Tant que les premières victimes de la pollution et du pillage des ressources de la planète ne prendront pas l'écologie en main il n'y aura pas de changement possible.



La seule réponse à ceux et celles qui luttent depuis des années contre les reculs sociaux (retraites, lois travail, etc.) et la casse des services publics c'est le passage en force, le gazage, la matraque et pour ceux qui se font chopper la taule. Aujourd'hui comme hier, la bande des managers au pouvoir répond à la révolte des gilets jaunes et des jeunes par l'enfumage et le gazage. Ceux qui nous parlent d'interdire la fessée font tirer au flash ball et au lance grenades sur les jeunes lycéens qui osent manifester. Ils ne lâchent rien et ils ne lâcheront rien. Ce qu'ils font semblant de donner dans la poche droite ils l'ont déjà pris ou le prendront très vite dans la poche gauche.



Les champions de la politique 2.0 sont les mêmes que ceux d'avant : ils nous arnaquent sur tous les tableaux. Pour eux c'est simple : si t'es pauvre et ben t'avais qu'à devenir riche ! Et si les miettes qu'on te distribue ne te suffisent pas, t'as qu'à crever sous un déluge de lacrymos.

De la révolte à la Révolution Sociale : construire un autre futur

Il n'y a qu'une seule alternative : il faut changer de système.

- **Il faut construire une économie sociale et solidaire, à but non lucratif.**
- **Il faut construire un monde respectueux de l'environnement.**
- **Il faut construire une société libre et égalitaire.**



Ceux et celles qui prennent conscience de cette nécessité sur les ronds points ou ailleurs doivent en discuter et rejoindre ceux et celles qui militent depuis longtemps pour une société plus juste, plus solidaire et plus libre. Il y a et il y aura bien des barrages sur le chemin. Ceux qui profitent du système en place ne lâcheront pas l'affaire facilement. Dès qu'on leur met la pression on a droit à un déluge de matraques et de lacrymos.

Malgré tout ça on voit bien que lorsqu'on est déterminés et qu'on ne se laisse pas manipuler il y a moyen de faire plier même les plus arrogants...



En 2019 le gouvernement en place continuera sa politique ultralibérale, la réforme des retraites à venir rajoutera son lot de régression et d'aggravation des inégalités. Le grand débat national cherchera à faire diversion, pourquoi pas à coup de référendum.

Alors n'attendons plus, prenons nos affaires en mains, traçons ensemble le chemin vers la Révolution Sociale !

décembre 2018
Groupe Albert Camus – Organisation Anarchiste Toulouse

Cruciclastie dans les Pyrénées du Levant

Depuis quelques années nous assistons à une recrudescence du nombre de croix sur les sommets des Pyrénées Orientales. Nouvelles croix au Puigmal, au Carlit, au Cambre d'Aze, dans les Hauts de Llo... Cette multiplication, qui passe inaperçue pour certains, nous est insupportable. Mais nous ne sommes pas les seuls à nous intéresser à ce phénomène car, depuis quelques temps, des croix disparaissent... On pourrait croire que la hargne contre ces nouvelles croix est le fait de quelques hurluberlus, sans doute victimes de prêtres pédophiles dans leur enfance, mais il n'en est rien, nous sommes nombreux et nous avons des arguments.



Tout d'abord rectifions quelques contre-vérités qui circulent et faisons un peu d'histoire. Les vieilles croix elles-mêmes que l'on peut rencontrer au hasard d'un sommet ne sont pas des éléments du patrimoine. Elles sont le fait d'individus, n'ont pas été consacrées et ne sont pas si anciennes en vérité. Le meilleur exemple est sans doute la croix du Canigou mise en avant par certains comme l'emblème des catalans et la fierté de tout un peuple. Cette croix date de 1961. Son histoire est édifiante, en 1943 un club pétainiste de l'époque, les scouts de Réal, érigent une première croix au sommet du Canigou avec pèlerinage et bénédiction pour réaffirmer les valeurs catholiques dans les P.O. En 1960, l'IGN de l'époque explose la croix à la dynamite car elle gêne leur borne pour les relevés géodésiques. Cette vieille croix ressoudée par des fanatiques se trouve aujourd'hui à St Jean l'Albère. En 1961, c'est une nouvelle croix qui est montée au sommet par les mêmes scouts pour être l'emblème des catalans, sur ce qui est maintenant une concession de l'évêché. Donc, non seulement cette croix n'est pas historique, mais en plus elle sent bon la seconde guerre mondiale et le nazisme. Elle ne serait être pour personne, nous l'espérons, un élément du patrimoine.



Les croix sont érigées pour affirmer la chrétienté, elles relèvent donc du politique et non du sacré, l'IGN ne s'était d'ailleurs pas embêté en 1960 en la dynamitant. Ce marquage des sommets par des croix est un acte délibéré de prosélytisme. Une preuve supplémentaire, s'il en est besoin, la nouvelle croix du Carlit est signée et a été payée par les militaires du CNEC de Mont Louis. L'armée elle-même fait du prosélytisme en haut de nos sommets quand elle ne le fait pas simplement dans des

lieux plus accessibles comme l'immonde rond-point de la Cabanasse à la gloire d'un homme en arme. Cette signature de la croix du Carlit rappelle également la collusion église-armée qui, elle, est historique. Ce qui est historique également, c'est la reprise des anciens lieux païens pour en faire des lieux de cultes catholiques (présence de pierres anciennes, sculptées avec des symboles païens, dans les murs des églises d'Angoustrine, de Dorres...). Les croix n'ont pas toujours été là. De par le monde, les chrétiens n'ont érigé aucune croix avant l'an 325, les croix sur pied n'ont jamais été païennes mais en revanche, toutes sont chrétiennes.

Dans un pays laïc tel qu'est la France, les signes extérieurs religieux sont réservés aux lieux de culte. Les montagnes, n'en déplaise au Vatican, ne sont pas des lieux de culte.



Le marquage des sommets est bien une idée typiquement humaine. Avec son besoin constant de réaffirmer sa présence, son empreinte, l'Homme cherche à être maître du lieu. Pourtant un lieu de Nature se suffit amplement à lui-même, nul besoin que l'homme le dénature pour se l'approprier.

Ces ferrailles en forme de croix en haut des sommets ne sont rien d'autre que des détritrus, comme une crèche en plastique ou une cannette de bière. Quel raisonnement philosophique nous ferait préférer un détritrus à un autre ? C'est pourtant bien le cas pour certaines personnes : ces croix sont là pour affirmer une pensée idéologique. Elles n'ont donc rien à faire en dehors d'une église.

Nous sommes pour une Nature préservée de l'humain. Plus, nous revendiquons le droit d'avoir une Nature sans trace humaine. En tant que pratiquants de la montagne, nous nous orientons petit à petit vers une nouvelle éthique selon laquelle nous tentons de diminuer l'empreinte humaine sur l'environnement.



Il nous semble pour le coup « sacrilège » de laisser des croix pulluler. Cette notion de sacré est en fait le cœur du problème. Avec près de 2 millénaires de conditionnement, l'église a réussi son pari :

faire croire que sa signalétique est sacrée !! Une personne démonte un cairn en montagne, ce n'est pas grave mais touchez à une croix et c'est un acte impensable que vous commettez !

Ces défenseurs du patrimoine culturel sont par ailleurs très sélectifs, défendraient-ils avec la même ferveur (foi!) des étoiles juives ou des croissants musulmans (présence des musulmans en Cerdagne

de 716 à 801) en haut des sommets ? Force est de constater que le patrimoine culturel en France ne peut-être que catholique pour ces cruxiphiles.

Militants pour la Liberté, nous savons que nous devons tant nous libérer des détritres de nos montagnes que des souillures dans nos cerveaux. Il est maintenant interdit de fumer dans les lieux publics et les fumeurs ont des zones réservées strictes et précises où pouvoir s'intoxiquer. Comme toutes les personnes atteintes d'une addiction, les religieux de tous poils ont des lieux réservés à la pratique de leur culte, qu'ils ne viennent pas souiller nos montagnes.

Cette souillure est d'autant plus terrible que leur symbole (la croix) est un instrument de torture (si Jésus avait été écartelé, aurions-nous eu droit à un chevalet ?). Qu'on arbore le symbole d'un instrument de torture nous paraît déjà assez malsain, mais connaissant le passé tellement chargé de massacres de ce symbole, l'ériger en quelque lieu public que ce soit nous est insupportable.

Balayons devant notre porte et nettoiyons nos montagnes.



Nous soutenons donc l'arrachage des croix, tant d'un point de vue politique qu'écologique, pour la préservation d'une Nature Libre.

Groupe Puig Antich de Perpignan



Effervescence nationaliste... Ça se répand partout !

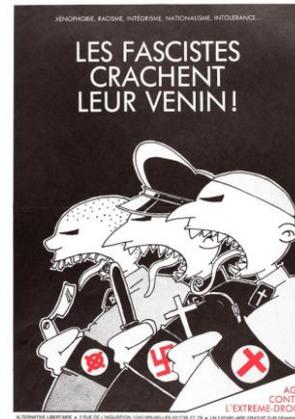
« La nation n'est pas la cause, mais le résultat de l'Etat. C'est l'État qui crée la nation, et non la nation l'Etat. [Chaque État] est un mécanisme artificiel imposé sur [les gens] au-dessus par certains dirigeants, et jamais il ne poursuit d'autres fins que défendre et faire garantir les intérêts des minorités privilégiées au sein de la société. [Le Nationalisme] n'a jamais été autre chose que la religion politique de l'État moderne » **Rudolph ROCKER**

Depuis pas mal de temps certaines informations ont tendance à se répéter, à se reproduire, à « faire le buzz » comme on dit de nos jours. A un rythme effréné des news tombent pour nous dire que telle élection a été remportée par l'extrême droite (ou l'ultra droite)... Nous informer sur les manifestations populistes, extrémistes, les prises de position nationalistes, racistes, fascistes...

Cette attitude des médias, lesquels par prudence nomment de manière indifférenciée « populistes » ou « extrémistes » des démarches auxquelles ils devraient d'emblée attribuer l'épithète de fascistes tend à conforter le positionnement de populations qui finissent par s'accommoder de l'autoritarisme, propager la haine, exalter la violence, s'asseoir sur les droits humains et réclamer à cors et à cris une police de la pensée. Et tout cela sans oublier de glorifier l'identité.

Rappelons que le fascisme, quand il n'est pas au pouvoir, se contente d'une vision barbare d'un monde qu'il considère comme paranoïde. Un monde qui invite à une guerre totale dans le but unique d'anéantir un « ennemi sournois » qui représenterait le mal absolu. Un ennemi dont la nature profonde serait la mise en péril d'un peuple, d'une nation ou d'une civilisation.

Cette vision fascisante de la Société induit une attitude, laquelle à terme ouvre la voie à une forme d'organisation de la société imposant la soumission à un chef, le gouvernement par la terreur, l'abolition des libertés publiques et privées au moyen d'une répression violente et aveugle des oppositions, le fascisme distille alors LA/SA vérité [une vérité unique] dictée par les institutions de l'Etat.



Le fait d'avoir trop longtemps fermé les yeux et mis un genou à terre devant des « démocraties dites représentatives » qui se prévalaient de l'onction du suffrage universel a permis qu'elles se muent peu à peu en Etats totalitaires.

C'est ce qui a permis aux factieux de tous horizons -de plus en plus nombreux- de se sentir légitimés, portés par cette vague populiste venue s'échouer sur le vieux continent et un peu partout ailleurs. Une vague qui, en effet, ne se limite pas à la seule Europe [du Sud au nord et de l'Est à l'Ouest]... mais qui submerge, tel un tsunami brun, les cinq continents.



Les questions liées aux migrations¹ et la montée des périls liés aux exactions de «Daech» ont durablement envahi à la fois l'ensemble des espaces médiatiques tout en favorisant les discours racistes et les replis nationalistes. Dans le même temps elles ont servi de logiciel politicien aux partis et groupements à caractères extrémistes et

¹ **Migrants** et/ou « **Sans Papiers** » fuyant les conflits et les guerres, la misère économique et sociale, les régimes autoritaires en vigueur, les dérèglements climatiques etc. etc.

fascistes... Au point que dans certains pays, l'extrême droite est au pouvoir.

Autriche, Italie, Hongrie, Slovaquie, Bulgarie, Finlande,... la liste des pays gouvernés par des partis nationalistes s'allonge de mois en mois.

Dans d'autres pays elle attend son heure...

France, Suède, Danemark, Norvège, Grèce etc...

Les milieux de l'extrême droite européenne ont en effet profité des largesses des "démocraties occidentales", ce qui leur a permis de dénoncer l'accueil des migrants tout en s'appuyant sur l'opinion d'une partie de leurs populations. La Hongrie est exemplaire à cet effet dans la mesure où le régime s'appuie sur la censure et la peur...

A ces questions s'ajoutent les conséquences néfastes engendrées par les frustrations économiques et sociales bien réelles en même temps que l'absence quasi totale de progrès pour les **Hongrois**, les **Polonais**, les **Albanais**, les **Grecs** etc... (La liste est très longue)

Le "Brexit" en **Grande Bretagne** a permis aux plus fervents et frileux adeptes du repli nationaliste de se désengager de l'aventure européenne. Là encore le populisme à la mode british a laissé entrevoir une dose non négligeable d'ostracisme vis-à-vis des migrants.

Des relents nauséabonds aux accents racistes ont rappelé qu'un certain Mosley fonda en 1932 la "**British Union of Fascistes**"...

Le **Brésil** s'est offert à Jair Bolsonaro (PSL). L'extrême-droite est revenue au pouvoir, 33 ans à peine après la fin de la dictature militaire dans le pays.

En provenance des **Etats Unis**, Steve Bannon, un compagnon de route de l'occupant déjanté de la Maison « Blanche » -couleur en odeur de sainteté pour le Klux Klux Klan²- vient en Europe pour y mener croisade.

Aux arguments éculés des VRP de l'ultra droite - dissolution de la famille, luttes contre l'avortement, le féminisme, résistance identitaire pour faire contrepoids à une hypothétique "immigration de masse", homosexualité jugée comme une "maladie" - Bannon y ajoute une dimension économique. Il se fait le chantre de la bataille à mener contre le "cosmopolitisme inhérent au capitalisme financier", mis en œuvre par "les élites corrompues au pouvoir".

Un Nationalisme économique qui s'emploie à soustraire les ouvriers et les employés « blancs » à la concurrence déloyale que « les migrants de toutes origines feraient peser sur leurs emplois et leurs salaires ».

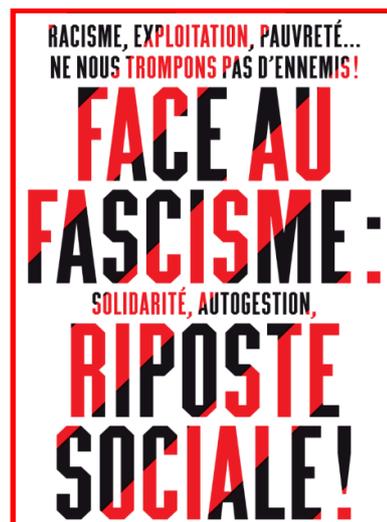
Retour au discours sur la « souveraineté » sur les « frontières » sur « l'Etat protecteur » !

Une injonction est faite aux « peuples européens et blancs : « *faire respecter la "hiérarchie naturelle" qui prescrit aux "Etres considérés comme inférieurs"* de baisser la tête face à des maîtres » dans le but avoué de les dissuader de considérer l'égalité des droits comme un droit naturel et inaliénable !

Les idéologies les plus mortifères s'emploient à dézinguer « les Lumières, la raison et le progrès ». Les positions les plus douteuses et les plus inhumaines se lovent au sein d'un conformisme d'où la compassion, la solidarité, l'entraide se trouvent exclues.

Les fascistes se vautrent dans leurs certitudes, celles qui consistent à contrevenir aux principes éthiques qu'ils considèrent comme vecteurs d'abandon et de chaos.

Le fascisme, c'est une évidence, n'est pas uniquement un problème moral. Il reste lié à l'ordre économique et social comme Daniel Guérin⁴ l'a démontré en faisant apparaître le lien objectif existant entre le fascisme et le Capitalisme. En effet, la bourgeoisie quand elle en ressent la nécessité, sait comment soutenir et financer le fascisme.



² KKK en abrégé. C'est une organisation raciste et extrémiste des États-Unis, fondée le 24 décembre 1865. Les racistes qui en font partie sont très violentes avec les gens qui ont la peau noire, allant jusqu'à l'assassinat.

³ Non Blancs, Femmes, LGBT, Migrants etc. etc.

⁴ **GUERIN Daniel**, *Fascisme et grand capital*, Paris, 2014, Libertalia

Publié pour la première fois en 1936, complété en 1945 (Gallimard), repris par Maspero en 1965, puis par Syllepse (1999) et La Découverte (2001), *Fascisme et grand capital* est incontestablement un classique. Sa lecture reste essentielle alors même que l'Europe bruisse de tentations autoritaires sur fond de désespérance sociale et de crise économique.

Une autre évidence réside dans le fait que les partis d'extrême droite quand ils accèdent au pouvoir c'est grâce au soutien des politiciens. On peut donc considérer le fascisme comme étant consubstantiel au « démocratisme parlementaire »...

Des repères de classes perdus, un ultra libéralisme au sein d'un capitalisme triomphant voilà le terreau favorable à une extrême droite décomplexée. L'absence regrettable de rempart afin d'endiguer cette marée brune, pour réelle qu'elle soit, ne doit pas nous faire sombrer dans la peur.

Nous devons au contraire **repenser ensemble des politiques sociales égalitaires, solidaires**, dans le but d'éviter les pièges de l'électoratisme et de la partition politicienne. Les errements politiques n'ont abouti qu'à nous diviser et nous affaiblir face à l'adversité !

Notre engagement commun se doit de proposer une critique radicale du Système d'exploitation, des systèmes d'aliénation et de gouvernance...Il nous permettra en parallèle de saper les bases des discours mensongers qui servent de programme aux fascistes et les fausses solutions qu'ils proposent.

C'est certainement dans ce sens qu'il faut engager nos luttes et actions pour faire barrage à ces répétitions rétrogrades de l'histoire.



Edi Nobras



Quelques éléments sur une internationale de l'extrême droite

Des partis et organisations en Europe estiment que les valeurs traditionnelles « chrétiennes et blanches » sont remises en cause. Ces partis considèrent qu'il faut protéger les « nations » contre ça.

Une volonté de préservation d'une supposée « identité européenne » contre une prétendue « invasion » quia été récemment le leitmotiv des identitaires avec le bateau *C-Star* en Méditerranée...

Allemagne

En Allemagne, l'immigration est devenue le sujet de discussion numéro 1

« *Pegida* » (Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes) et « l'*AfD* » l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Cette organisation d'extrême droite a fait de cette thématique une obsession politique au point de. Conduire Seehofer (CSU) à déclarer : « *L'immigration est la mère de tous les problèmes.* »

Autriche

« *FPÖ - Freiheitliche Partei Österreichs* » (Parti de la liberté d'Autriche) au gouvernement dans des ministères régaliens

Danemark

Le *Parti populaire* (FP), dirigé par Soeren Soendergaard.

Espagne

Le parti « *Vox* », inspiré par Marine Le Pen et Donald Trump vient d'arriver au Parlement andalou, avec un peu plus de 10% des voix. C'est la première fois également que l'extrême droite pèse sur le débat national depuis la fin du franquisme. Vox est arrivé à ses fins en déroulant un discours anti-immigration, hostile à l'avortement et au féminisme... pour la défense de l'unité de l'Espagne et l'abolition de la loi contre la violence machiste.

Les immigrants illégaux doivent être "déportés vers leurs pays d'origine" et des "murs infranchissables" sont promis à Ceuta et à Melilla, enclaves espagnoles sur la côte marocaine.

Finlande

Le « *Parti des Vrais Finlandais* », [troisième force politique] A refusé la coalition gouvernementale. Le parti, dirigé par Timo Soini, cible – entre autres- les aides aux pays d'Europe du sud en difficulté.

Grande-Bretagne

Le *Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni* (UKIP) dirigé par Nigel Farage

Autre formation radicale, le *British national party* (BNP) de Nick Griffin ...

Grèce

« *Aube dorée* » parti néonazi en perte de vitesse depuis le meurtre d'un militant antifasciste en septembre 2013. 8 députés sur 18 mis en examen → 3 sont en prison dont Nikolaos Michaloliakos dirigeant d'Aube dorée



Hongrie.

Le principal parti d'extrême droite **Jobbik** a obtenu en avril 2018 19% des voix aux élections législatives... Le parti possède actuellement 26 sièges au Parlement sur 199 au total.

Italie.

Quatorze députés du « *Mouvement 5 Étoiles* » n'ont pas pris part au vote du décret-loi durcissant la politique d'immigration du pays et voulu par le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini DE « *La Ligue* »...

La Chambre des députés a adopté mercredi, par 396 voix contre 99, le texte... Le vote du texte a été accueilli par des acclamations du côté de la Ligue.

Norvège

La formation anti-immigration anti-islam « *Parti du Progrès* » (Fremskrittspartiet FrP), dirigé par Siv Jensen, membre de la coalition au pouvoir. [Troisième force politique du pays] derrière le Parti travailliste (DNA) et le Parti conservateur...

Pays baltes

La croissance des sentiments fascistes dans les pays baltes inquiète depuis longtemps l'Europe.

Après l'adhésion à l'UE, ces pays ont cru soudainement ne plus juger nécessaire de cacher leur sentiment nazi. Le Parlement européen s'est rendu compte de la propagande quasi-ouverte du fascisme.

Une initiative a été lancée visant à imposer des sanctions contre les États baltes pour la propagande de l'idéologie d'Hitler.

La *Lituanie*, la *Lettonie* et l'*Estonie* « *pourraient être sanctionnées...* »

Pays-Bas

Le *Parti pour la liberté* (PVV) de Geert Wilders [troisième force politique du pays], allié au R.N. pour les élections européennes

Pologne

Le « *Parti Droit et Justice* » (PiS) arrivé au pouvoir en 2015 entend remettre en cause « *la démocratie et ses fondements* ». A l'occasion de la fête de l'indépendance [11 novembre 2018], 60 000 manifestants se sont regroupés, dans les rues de Varsovie (Pologne)... Slogans racistes « *La Pologne pure, la Pologne blanche* », xénophobie, violence programmée.

Suède

Le parti anti-immigrés et anti-islam « *Démocrates suédois* » (Sverigedemokraterna, SD) dirigé par Jimmie Akesson.

Suisse

Le parti populiste europhobe et anti-immigrés de « *l'Union démocratique du centre* » (UDC) [Première force politique du pays].





Nous entendons souvent les restaurateurs se plaindre parce qu'ils ne trouvent pas de personnel qualifié, curieusement du côté des travailleurs de la restauration nous renvoyons la plainte : nous ne trouvons pas d'établissement correct qui reconnaisse les qualités, les compétences et qui compense correctement les sacrifices que suppose travailler dans la restauration.

Nombreux sont ceux qui pensent sûrement que c'est un boulot comme un autre et que n'importe qui peut le faire, il suffit de traverser la rue. Or ce n'est pas tout à fait ça, effectivement il y a des personnes qui étudient pour faire ce métier et qui acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires au bon développement de l'activité.

Et que suppose travailler en restauration ?

Travailler le soir voire même la nuit, le week-end, les jours fériés, travailler quand les autres sont en congé, être libre lorsque les autres travaillent. Pas de cinéma, pas de théâtre, pas de soirées entre amis, pas de concerts, quand on arrive tout est terminé.

Et ceci sans parler de la vie de famille, totalement incompatible avec les horaires.

Ce sont les contraintes de la restauration et nous les assumons, sans parler bien sûr du travail sous pression, curieusement tout le monde veut manger à la même heure, de l'incertitude absolue quant à l'heure de sortie, effectivement on sait quand on commence mais jamais à quelle heure on termine, l'ingratitude de la clientèle qui pense que ça ne va jamais assez vite, que le serveur(se) n'a pas le droit d'aller au W.C., et que bien qu'on le(la) voit passer avec des plateaux surchargés, il(elle) est toujours en train de lambiner, qu'il(elle) est dans l'obligation de faire des heures sups sans rechigner (alors que personne dans un boulot « normal » ne veut en faire) Et que bien sûr c'est un(e) idiot(e).

Mais ce qui est le plus frustrant de la restauration, c'est que toutes ces contraintes ne sont absolument pas reconnues par les patrons. Nous générons de l'argent, voire même beaucoup

d'argent, mais les salaires restent toujours au minimum, les patrons préfèrent rouler en "Porsche Cayenne", plutôt que d'augmenter les salaires, pis quand on leur demande une augmentation ils feraient pleurer dans les chaumières en expliquant toutes les charges qu'ils payent, tous les problèmes d'argent qu'ils ont à cause de leur « masse salariale », bientôt il faudrait payer pour travailler chez eux... Par contre de temps en temps ils changent la "Porsche Cayenne" pour pouvoir surmonter le traumatisme...



Lorsqu'un professionnel se présente il est toujours sous-valorisé, on lui reproche même de ne pas se contenter d'un salaire misérable, sans parler bien sûr des heures extras, qui sont un paquet dans ce métier, on ne va pas chipoter pour quelques heures par semaine (qui font pas mal d'heures en fin de mois et encore plus en fin d'année) : travail gratuit tout ça. Finalement les pros s'en vont, ils vont chercher ailleurs un patron qui reconnaisse ses qualités. Et les restaurateurs restent sans personnel qualifié, qu'ils préfèrent en somme puisque ça leur évite de les payer plus que le minimum légal.



Voilà pourquoi les patrons de resto ne trouvent pas de personnel qualifié, parce qu'ils les exploitent et les sous-payent, il n'y a pas de retombées économiques pour le travailleur, on ne lui compense absolument pas la quantité de travail fourni, les heures à rallonge, la disponibilité, les dimanches et jours fériés, etc....

A bon entendeur...

Corinne (G. Puig Antich – Perpignan)

Armée, Militarisme, Guerres...

Dossier réalisé par Yannick & Edward (G. Puig Antich)

« La guerre est un massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent bien mais.... ne se massacrent pas. » Paul Valery

Les anarchistes ont de tous temps condamné le militarisme intrinsèquement belliciste et constitutif de domination, d'autoritarisme et de hiérarchies.

Contre l'Autorité

A côté de la négation de l'Etat et farouchement opposés à l'accumulation capitaliste les anarchistes ont fait de la lutte contre le principe d' «autorité» un fondement de leur idéologie et de leurs pratiques.

Or, jusqu'à ce jour, toutes les sociétés et les Etats se sont toujours construits sur l'**Injustice**, l'**Egoïsme**, l'**Oppression**, la **Domination**. Ce n'est pas une fatalité mais c'est un fait !

Les anarchistes s'emploient donc depuis plus d'un siècle⁵ à lutter contre ces dérives sociétales, ce qui les distingue de tous les autres groupements "politiciens".

Il est vrai que le militarisme est consubstantiel à l'Etat tout autant que l'Etat l'est au militarisme. L'un nourrit l'autre et vice et versa !

Ainsi, comme le définissait Georges Bastien⁶ le militarisme a comme « *but essentiel et avoué (...)* la préparation de la guerre et le recrutement d'une armée permanente (...) »

L'armée est à la disposition des gouvernements

- Afin qu'ils puissent lutter contre les gouvernements étrangers en cas de conflit entre eux
- Afin qu'ils aient sous la main **un formidable appareil de répression violente en cas de soulèvement populaire.**

L'armée tient lieu de rempart tant contre leurs ennemis de l'extérieur que contre ceux de l'intérieur.

Le militarisme auquel les gouvernants assignent comme fonction «la défense nationale» dans le but de le rendre acceptable tient en réalité un tout autre rôle. « On voit l'armée servir à attaquer les autres pays (...) conquérir des colonies (...) réprimer les manifestations ouvrières et les grèves... »

Le rôle véritable de l'armée apparaît alors clairement : Elle défend l'autorité gouvernementale et assure la pérennisation des systèmes inégalitaires et coercitifs.

L'Armée n'est au bout du compte qu'une institution au service des grandes puissances et des Organisations capitalistes qu'elles soient financières, industrielles et/ou commerciales.

Le militarisme est l'arme par excellence de la Domination.

Quand, les peuples, à bout de patience se révoltent contre l'exploitation qu'ils subissent, secouant ainsi préjugés et résignation, alors, les forces militaires interviennent avec leurs moyens puissants et perfectionnés de destruction. (...) afin d'épauler les institutions policières et judiciaires un moment dépassées. Le but étant de mettre un terme au soulèvement et de tout faire rentrer dans l'ordre gouvernemental...

On peut affirmer que, quand le militarisme change de forme, c'est pour s'adapter à des nouvelles fonctions et aux conditions du temps. Quant à son but et à sa destination, il ne varie pas d'un iota : **il assure la domination de l'homme sur l'homme.**

Georges Bastien indiquait en conclusion : « *Un des premiers efforts d'une société organisée pour la justice, la liberté et le bien-être, devra être la disparition du militarisme, qui entraînera celle des patries et celle des États, perdant leur soutien (...) [Sa] disparition [en tant qu'] instrument de tyrannie et d'oppression sera la meilleure garantie de la liberté de tous. »*

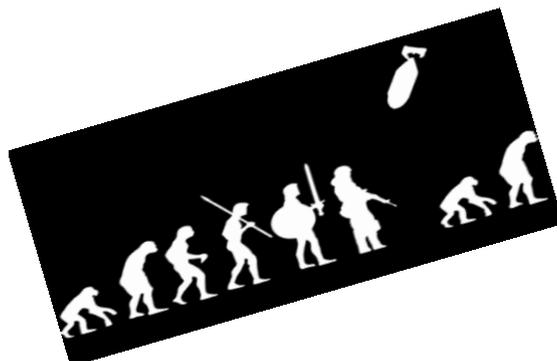
Contre le nationalisme

Le militarisme nourrit le nationalisme.

Le militarisme est consubstantiel à l'esprit guerrier et pourvoyeur indiscutable du colonialisme de l'expansionnisme. Comme on peut le voir le militarisme condense toutes les dimensions qui nourrissent le capitalisme de la même manière que le Capitalisme légitime et nourrit le militarisme.

⁵ Dans la Première Internationale (...à partir de 1854)

⁶ In *l'Encyclopédie Anarchiste*



Les événements récents nous confortent dans l'idée que le militarisme favorise l'accès au pouvoir des partis et organisations à caractère belliciste et totalitaires.

Hier au Chili, en Grèce, au Brésil, en Chine, dans divers pays d'Afrique, dans les Pays de l'Est et dans les colonies, aujourd'hui dans divers Pays d'Europe, dans des Etats en Asie, au Brésil etc., l'institution militaire a toujours favorisé les dictatures en place.

En muselant l'opposition ouvrière, en faisant régner la terreur, en assassinant toutes celles et tous ceux qui ne reconnaissent pas dans les pouvoirs en place...

La lutte contre le militarisme

L'A.I.A.

Si en 1907 s'est tenu le congrès anarchiste d'Amsterdam, quatre ans auparavant, en 1904, dans cette même ville s'est tenu et le congrès antimilitariste international constitutif de l'Association internationale antimilitariste (AIA composée presque exclusivement d'anarchistes et syndicalistes révolutionnaires).

Durant ce congrès antimilitariste, toutes les résolutions adoptées furent précisément celles proposées par les anarchistes : - Lutte contre les institutions militaires; - Intensification de la propagande antimilitariste; - Création de groupes appelant les soldats à désertier; - Coordination internationale de ces groupes.

Slogan final: «*Pas une heure, pas un sou pour le militarisme*».

Georges Yvetot et Miguel Almeyreda en deviennent les secrétaires pour la France.

Au premier Congrès de l'A.I.A., tenu à Saint-Étienne, du 14 au 16/07/1905, l'organisation prétend avoir 93 sections en France composées d'environ 5500 membres⁷.

À ce congrès, l'association s'ouvre à tous les antimilitaristes, les révolutionnaires et ceux acceptant les mots d'ordres de l'A.I.A., y compris l'insurrection en cas de besoin...

Les temps nouveaux N° 07. 18/06/1904.
Congrès antimilitariste d'Amsterdam : appel.
[arch BNF/Gallica]

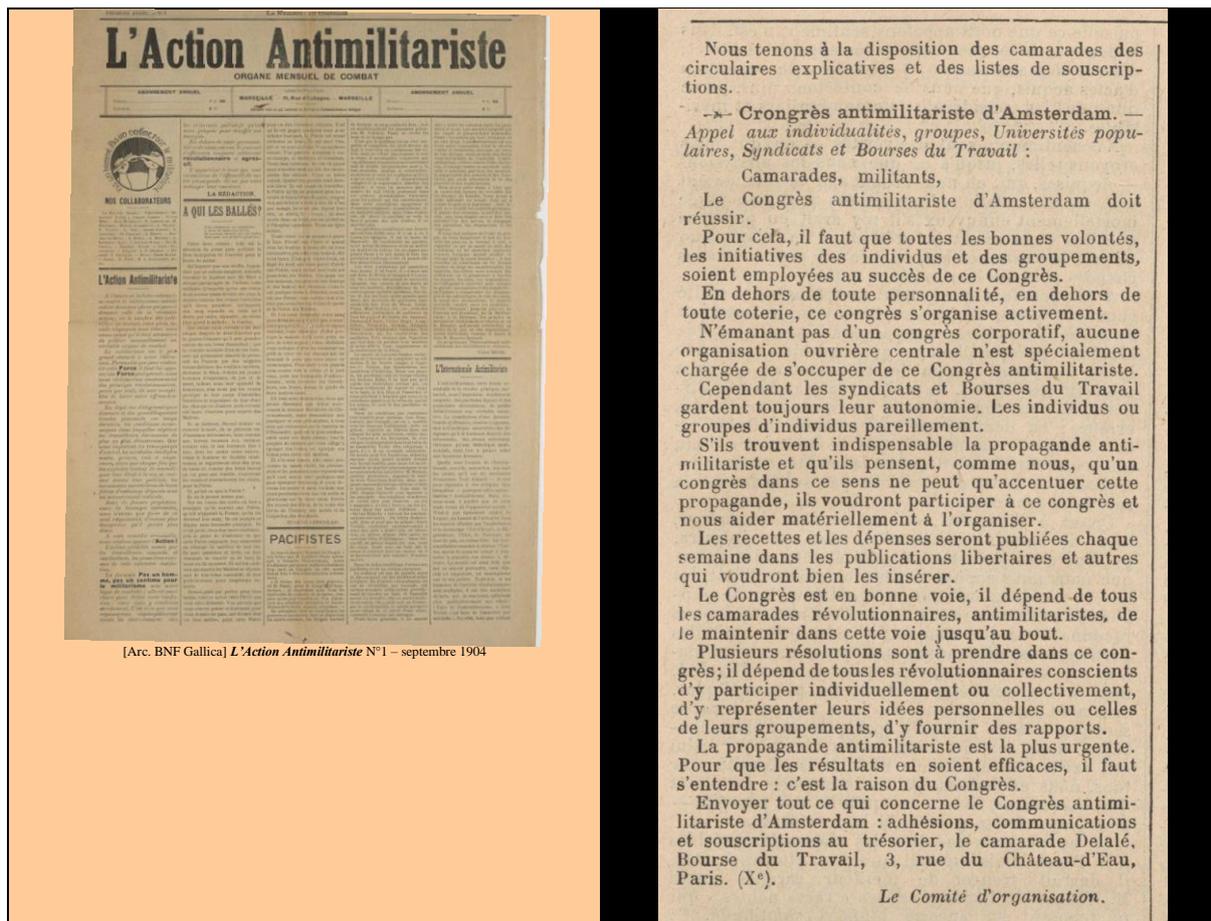
CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

— Congrès antimilitariste d'Amsterdam (groupe de Paris). — Le comité d'organisation fait un pressant appel aux groupements, syndicats, etc., ainsi qu'à toutes les individualités, à l'effet d'assurer le succès du Congrès de Hollande. Il serait urgent que dans toutes les villes de France les camarades se concertassent en vue d'une agitation à créer et élaborassent, individuellement ou en commun, des rapports substantiels.

Le Congrès d'Amsterdam devant être autre chose qu'une vaine parlotte, nous prions les groupes et les camarades qui, dans l'impossibilité d'envoyer un délégué, nous adresseraient leur travail, d'exposer surtout des moyens pratiques de désorganisation militaire.

Adresser les communications, rapports, etc., au secrétaire Miguel Almeyreda, au *Libertaire*, 13, rue d'Orsel, ou au trésorier, A. Delalé, Bourse du travail, bureau 18, 3, rue du Château-d'Eau (10^e).

⁷ MAITRON Jean, *le mouvement anarchiste en France*, Tome 1, p371



[Arc. BNF Gallica] *L'Action Antimilitariste* N°1 – septembre 1904

Le carnet "B"

Mystérieux *carnet B*, aux formes énigmatiques, qui se présente sous l'aspect d'un registre sur lequel sont rassemblés des individus français ou étrangers. Carnet B aux fonctions inconnues qui a mis longtemps à révéler son existence et sa véritable nature.

Avant 1914, la police française s'est dotée de cet instrument redoutable pour peser sur les choix politiques du mouvement ouvrier : le Carnet B. Conçu, à l'époque du ministère Boulanger dans les années 1880, comme une liste destinée à identifier les espions, sa mission de protection de la mobilisation fut précisée par Clemenceau en 1909. Ce dispositif de fichage illustre ainsi la place de la guerre dans le processus de modernisation et de renforcement de l'Etat à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

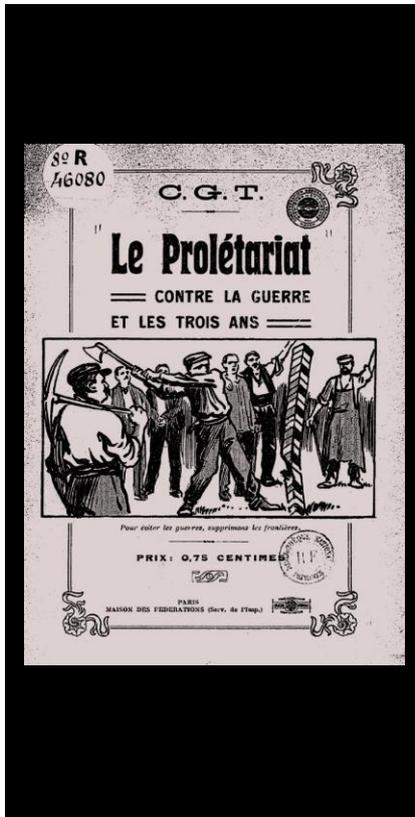
En 1922, la circulaire définissant depuis 1912 le fonctionnement est modifiée, en particulier pour cibler les suspects du « groupe 3 » : les personnes des deux sexes susceptibles de troubler « l'ordre intérieur ». Carnet aux secrets bien gardés qui au nom de la défense du territoire ou plutôt de celle de l'Etat radical est resté enfoui dans les sous-sols ministériels. À partir de ses premiers éléments, nous comprenons mieux pourquoi les chercheurs ont vu leurs investigations buter sur un front du secret. La réponse qu'a reçue, le 15 novembre 1965⁸, Jean Jacques Becker du directeur général de la Sûreté nationale, à l'enquête qu'il menait sur les archives du *carnet B*, illustre bien ce problème. En affirmant : « aucune documentation n'existe plus à l'échelon national sur ce carnet. Les archives du fichier central de la Sûreté nationale ont été détruites en 1940, lors du repli des services », Maurice Grimaud formait une réponse qui parut être la plus plausible et la plus circonstanciée. Or à la suite d'un accord intervenu en 1992⁹ entre les gouvernements français et russe organisant la restitution des archives de la Sûreté nationale, il est apparu que la thèse de la destruction des sources n'était plus à l'ordre du jour et que l'on pouvait

8 BECKER Jean-Jacques, *Le carnet B*, Paris, Klincksieck, 1973, p. 123 (note 1).

9 DEVAUX Bernard, «Les Archives de la Sûreté rapatriées de Russie», *Gazette des archives*, 1997, p. (...)

supposer que les nazis puis les soviétiques avaient eu le temps de compléter leurs fiches de renseignement à l'aide des dossiers du ministère de l'Intérieur.

La CGT contre la guerre



Compte rendu du congrès extraordinaire de la CGT

Que faire contre la guerre ? Cette question s'est posée dans les années qui ont précédé la Grande Guerre.

La C.G.T., bien que préconisant depuis 1908 la grève générale révolutionnaire en cas de mobilisation, n'a pas lancé de mot d'ordre, car le problème de son autonomie par rapport aux partis, qui avait donné lieu à la charte d'Amiens (1906), texte central du syndicalisme révolutionnaire, a rebondi au congrès du Havre, en septembre 1912.

L'initiative la plus marquante de la CGT fut sans doute l'organisation d'une «grève générale contre la guerre», en 1912. Le procès-verbal de ce congrès est précédé des différentes résolutions votées par le mouvement syndical depuis la Première internationale, à commencer par celle qui fut votée au congrès de Lausanne, en 1867. C'est dire que la CGT affirme clairement sa filiation avec l'AIT.

La lecture du procès-verbal du congrès extraordinaire de 1912, qui fut consacré à la discussion sur la grève générale de protestation contre la guerre, est absolument incontournable pour comprendre réellement les événements. Cette grève fut décidée à l'issue d'un congrès convoqué en un temps record.

La CGT française, d'orientation syndicaliste révolutionnaire, tient son congrès extraordinaire contre la guerre, à Paris. Organisé en un temps record, c'est un succès en termes d'affluence : 750 délégués représentant 1.452 syndicats.

Le but du congrès est d'organiser une grève générale préventive de vingt-quatre heures pour démontrer l'opposition du prolétariat à la guerre.

Nombreux furent les intervenants. Parmi les plus en vue Jouhaux, Bigot, Bouchet, Hebrard, Yvetot, Lepetit, Merrheim, Péricat, Griffuelhes, Soudrille, Leguery, Dumoulin, Marck, Luquet...

La fraction révolutionnaire de la CGT, pèse en faveur du débat sur l'attitude à avoir en cas de guerre au-delà de la seule question de la grève générale de vingt-quatre heures. Les militants de la FCA (Fédération communiste anarchiste), Estor (Bâtiment de Montpellier), Lepetit (terrassier), tous considèrent la grève de 24H comme une répétition générale...

Gaspard Ingweiller (métaux de la Seine), et Henry Combes (Employés) préconisent l'édition de manuels de sabotage, la grève insurrectionnelle en cas de guerre. Passer à l'action révolutionnaire voilà le mot d'ordre...

Combes (FCA), déclare « *Il ne faut pas qu'on croie que nous avons peur de la guerre, il faut qu'on sache que nous sommes prêts, s'il y a la guerre, à faire la révolution, à réaliser la transformation sociale.* ».

Jouhaux, Yvetot, Griffuelhes, Merrheim et Dumoulin, soucieux d'obtenir une grève de vingt-quatre heures vont, au travers de leurs interventions, l'emporter. La grève générale est votée par acclamation à la quasi unanimité (seules 2 voix se porteront contre). Ce sera pour le **16 décembre 1912 !**

Pendant la courte période -de la fin du congrès au 16 décembre- l'État va renforcer la répression contre les plus remuants des antimilitaristes : FCA et Jeunesses syndicalistes subissent perquisitions et arrestations¹⁰.

Le 16 décembre 1912, la CGT mobilise ses forces pour une action préventive : la guerre, la classe ouvrière n'en veut pas. Pour les révolutionnaires, il s'agit d'un test grandeur nature. Ce sera le dernier avant 1914 et ce sera un "demi succès" sinon un "demi échec"...

La CGT revendique 600.000 grévistes. La presse de la bourgeoisie parlera d'«*Échec complet de la grève "générale" de vingt-quatre heures*».

Partout, le mouvement s'est accompagné de meetings pacifistes, avec une affluence inégale. Des affrontements avec les forces de l'ordre ont eu lieu à Puteaux, Billancourt, Levallois-Perret et Lyon. En région parisienne, la police a perquisitionné les locaux syndicaux.

Au moment des comptes, la CGT représente la seule force dans le pays à pouvoir enclencher une telle mobilisation, et la seule en Europe à l'avoir fait.

La Voix du peuple, organe de la confédération, parlera d'«*une belle manifestation contre la guerre [...] vraiment significative pour les gouvernants. [...] On sait, en haut lieu, que la classe ouvrière est composée d'une minorité révolutionnaire dangereuse. On la sait maintenant capable, cette minorité, d'entraîner les masses à une révolution sociale le jour ou le lendemain d'une déclaration de guerre.* »

Le Libertaire s'enthousiasme en titrant «*La guerre impossible* ». Quant à Émile Pouget il déclarera «*(...) si le gouvernement commettait la criminelle folie de décréter la mobilisation pour la guerre... cette mobilisation serait encore bien moins générale que ne l'a été la grève de lundi.* »

Si le mouvement ouvrier a pu se satisfaire du résultat de la mobilisation, il va devoir, dès 1913, composer avec d'une part la répression policière contre les "révolutionnaires" qui font de la lutte contre la guerre leur priorité et d'autre part avec des "réformistes" qui se cantonneront à la traditionnelle action revendicative.

Ainsi, à l'aube de la guerre, l'essentiel des résolutions révolutionnaires, pacifistes, anti-guerre vont rester sans lendemain.

Le manifeste des «16»

Le mal nommé manifeste des «16»¹¹ puisqu'ils ne furent qu'une quinzaine [la ville d'Hussein-dey étant retenue comme l'un des signataires] va fournir à l'opinion des raisons de défendre le conflit en devenir. Des anarchistes de renom, vont ainsi se fendre d'un texte en totale contradiction avec l'un des fondamentaux de la pensée libertaire !

Voici ici quelques extraits de ce texte tant décrié, paru le 28 février 1916

« *De divers côtés, des voix s'élèvent, pour demander la paix immédiate. (...) Plus que personne, et depuis bien longtemps, nous avons été, dans nos journaux, contre toute guerre d'agression entre les peuples et contre le militarisme (...)*

(...) le peuple allemand s'est laissé tromper en août 1914, et s'il a cru réellement qu'on le mobilisait pour la défense de son territoire, il a eu le temps de s'apercevoir qu'on l'avait trompé pour le lancer dans une guerre de conquêtes.

En effet, les travailleurs allemands, du moins dans leurs groupements plus ou moins avancés, doivent comprendre maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie, avaient été préparés de longue date (...) Si les travailleurs allemands commencent à comprendre la situation comme nous la comprenons (...) ils devraient déclarer qu'ils se refusent absolument à faire des annexions, ou à les approuver (...) Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes du réveil, dans ce sens, du peuple allemand.

[Le peuple allemand] emploie, dans ce but, un moyen aussi vieux que la guerre elle-même : celui de répandre le bruit d'une paix prochaine, à laquelle il n'y aurait, chez les adversaires, que les militaires

¹⁰ Début 1913, un procès collectif pour « menées anarchistes » au titre des lois scélérates de 1894 se conclura, pour 5 militants, par un total de seize années de prison et 6.300 francs d'amende.

¹¹ Christian **Cornelissen**, Henri **Fuss**, Jean **Grave**, Jacques **Guérin**, Pierre **Kropotkine**, A. **Laisant**, F. **Le Lève** (Lorient), Charles **Malato**, Jules **Moineau**. (Liège), Ant. **Orfila** (Hussein-dey, Algérie), M. **Pierrot**, Paul **Reclus**, **Richard** (Algérie), **Ichikawa** (Japon), W. **Tcherkesoff**

et les fournisseurs des armées pour s'y opposer. C'est à quoi s'est appliqué Bülow, avec ses secrétaires, pendant son dernier séjour en Suisse. Mais à quelles conditions suggère-t-il de conclure la paix ?

***La Neue Zuercher Zeitung** croit savoir (...) que la plupart de la Belgique serait évacuée (...) Mais on demande déjà une forte contribution annuelle. Le territoire conquis en France serait restitué, ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français. Mais, en échange, la France transférerait à l'État allemand tous les emprunts russes, dont la valeur se monte à dix-huit milliards. Autrement dit, une contribution de dix-huit milliards, qu'auraient à rembourser les travailleurs agricoles et industriels français, puisque ce sont eux qui paient les impôts. (...) il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer (...) Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués, se laissent entraîner par la fièvre impérialiste (...) L'Empire allemand, sachant que ses armées sont, depuis dix-huit mois, à 90 kilomètres de Paris, et soutenu par le peuple allemand dans ses rêves de conquêtes nouvelles, ne voit pas pourquoi il ne profiterait pas des conquêtes déjà faites (...)*

Parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand, de Bülow et de ses agents.

Pour notre part, nous nous refusons absolument à partager les illusions de quelques-uns de nos camarades, concernant les dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne. Nous préférons regarder le danger en face et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer. Ignorer ce danger, serait l'augmenter.

En notre profonde conscience, l'agression allemande était une menace - mise à exécution - non seulement contre nos espoirs d'émancipation, mais contre toute l'évolution humaine. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population.

Sans doute, malgré la guerre, malgré les meurtres, nous n'oublions pas que nous sommes internationalistes, que nous voulons l'union des peuples, la disparition des frontières. Et c'est parce que nous voulons la réconciliation des peuples, y compris le peuple allemand, que nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement (...)

Parler de paix tant que le parti qui, pendant quarante-cinq ans, a fait de l'Europe un vaste camp retranché, est à même de dicter ses conditions, serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre. »

Ce manifeste est, répétons-le en totale contradiction avec l'antimilitarisme militant et l'anti-bellicisme des militants anarchistes... Celui qui se décline de la manière la plus limpide possible : « **A bas toutes les guerres, seule la guerre des classes compte à nos yeux** ».

▪ A ce manifeste nous opposons la «déclaration anarchiste» signée par le Groupe International Anarchiste, déclaration dite «**manifeste des 36**» paru à Londres, en février 1915, désavouant les anarchistes «bellicistes».

Le manifeste des «36¹²»

Ce second document montre s'il en était besoin que le mouvement anarchiste n'a pas succombé dans sa grande majorité dans les errements idéologiques des «15» compagnons qui s'éloignèrent un temps de nos ancrages libertaires communs.

Nous fournissons ici quelques extraits de ce texte ...

« *L'Europe en feu (...) tel est, depuis sept mois, le pénible, angoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé. Mais [pour] les anarchistes (...) il ne fait aucun doute (...) que la guerre est en*

¹² Léonard d'Abbot, Alexandre Berckman, L. Bertoni, L. Bersani, G. Bernard, A. Bernado, G. Barrett, E. Boudot, A. Gazitta, Joseph J. Cohen, Henri Combes, Nestor Ciek van Diepen, F.-W. Dunn, Ch. Frigerio, Emma Goldman, V. Garcia, Hippolyte Havel, T.-H. Keell, Harry Kelly, J. Lemarie, E. Malatesta, A. Marquez, F. Domela-Nieuwenhuis, Noël Paravich, E. Recchioni, G. Rijnders, I. Roctchine, A. Savioli, A. Schapiro, William Shatoff, V.-J.-C. Schermerhorn, G. Trombetti, P. Vallina, G. Vignati, L.-G. Wolf, S. Yanovsky.

permanente gestation dans l'organisme social actuel et que le conflit armé restreint ou généralisé, colonial ou européen est la conséquence naturelle et l'aboutissement nécessaire et fatal d'un régime qui a pour base l'inégalité économique des citoyens, repose sur l'antagonisme sauvage des intérêts et place le monde du travail sous l'étroite et douloureuse dépendance d'une minorité de parasites, détenteurs à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique (...)

La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l'Europe, comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside uniquement dans l'existence de l'État, qui est la forme politique du privilège (...)

Le conflit actuel illustre cela de façon frappante : toutes les formes de l'État se trouvent engagées dans la guerre présente : l'absolutisme avec la Russie, l'absolutisme mitigé de parlementarisme avec l'Allemagne, l'État régnant sur des peuples de races bien différentes avec l'Autriche, le régime démocratique constitutionnel avec l'Angleterre, et le régime démocratique républicain avec la France. Nous sommes résolument contre toute guerre entre peuples (...) Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités.

Notre rôle, c'est d'appeler les esclaves à la révolte, contre leurs maîtres (...)

Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte, de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution, de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. Pas de découragement - même devant une calamité comme la guerre actuelle. C'est dans des périodes aussi troublées où des milliers d'hommes donnent héroïquement leur vie pour une idée, qu'il faut que nous montrions à ces hommes la générosité, la grandeur et la beauté de l'idéal anarchiste ; la justice sociale réalisée par l'organisation libre des producteurs ; la guerre et le militarisme à jamais supprimés ; la liberté entière conquise par la destruction totale de l'État et de ses organismes de coercition. Vive l'Anarchie »

LA GUERRE
Les États l'organisent...
Les médias la commentent...
Les peuples en crèvent !

Pour satisfaire la curiosité de toutes et tous et pour «enfoncer le clou» nous vous proposons un écrit de **Libertad** paru dans le N°46 de *l'Anarchie* [en date du 22 février 1906].

« Vous cherchez une querelle gouvernants, craignez de n'avoir la guerre. Non pas celle qui vous intéresse, qui nous décime, qui sème les cadavres des nôtres dans les fossés ; qui vainqueurs ou vaincus, nous laisse toujours prisonniers des lois, des patrons, de la misère, de l'ignorance...

Mais, l'autre, LA GUERRE, la véritable, celle dont les escarmouches se dessinent de loin en loin, dont les combats rougissent parfois les pavés, mais dont il ne saurait tarder de voir s'ouvrir les terribles assises, mettant enfin toutes les forces des combattants face à face.

Il en est qui parlent POUR LA PAIX, moi je parle pour LA GUERRE. Pour cette guerre qui ne rejette pas les hommes aux frontières -la révolution n'en connaît pas- mais qui les dresse contre l'opresseur de tous les jours, en tous les pays.

Et j'ai le désir que cette guerre ne se termine qu'avec la fin de l'autorité, de l'ignorance et de la misère... dût cette victoire s'étayer sur nos cadavres. Que cette guerre soit, de notre part, sans pitié, comme sans haine...

La vérité ne saurait avoir ni l'une ni l'autre. »

L'alternative au Militarisme : l'exemple des anarchistes espagnols

... Après «le coup d'Etat **militaire**» des 17 et 18 juillet 1936 contre le gouvernement républicain, «les milices» jouent un rôle déterminant dans la défense de la République et prennent également une part active à la **Révolution sociale espagnole** de 1936.

Dans ces milices, **les volontaires refusent l'uniforme, le salut militaire et autres marques de respect à la hiérarchie**. Les officiers, élus, pouvaient se succéder rapidement à la tête d'un groupe et les hommes s'estiment en droit de discuter les ordres et de ne les appliquer que s'ils sont d'accord¹.

Elles sont progressivement intégrées, à partir d'octobre 1936, dans la nouvelle Armée populaire de la République espagnole, malgré le fait qu'une grande partie des miliciens aient refusé les premières propositions d'intégration des colonnes confédérales à l'armée, et par conséquent leur militarisation.

Durruti exposa à l'été 1936 les raisons idéologiques qui l'amenaient à refuser ce changement, valorisant le rôle des colonnes anarchistes :

« Je pense [...] qu'une milice ouvrière ne peut pas être dirigée selon les règles classiques de l'Armée. Je considère bien que la discipline, la coordination et la réalisation d'un plan sont des choses indispensables. Mais tout cela ne doit pas être compris selon les critères qui avaient cours dans le monde que nous sommes en train de détruire. Nous devons bâtir sur de nouvelles bases. D'après moi, et d'après mes camarades, la solidarité entre les hommes est le meilleur stimulant pour éveiller la responsabilité individuelle, qui sait accepter la discipline comme un acte d'autodiscipline. [...] le but de notre combat est le triomphe de la révolution. Cela signifie non seulement la victoire sur l'ennemi, mais aussi un changement radical de l'homme. Afin que se réalise cette transformation, il est essentiel que l'homme apprenne à vivre et à se conduire comme un homme libre, apprentissage où se développeront les facultés de la responsabilité et de la personnalité, qui le rendront maître de ses propres actes. [...] Le combattant n'est rien d'autre qu'un ouvrier utilisant le fusil comme outil, et ses actes doivent tendre au même but que l'ouvrier. Dans la lutte, il ne peut pas se conduire comme un soldat qui se laisse commander, mais comme un homme conscient, qui comprend l'importance de ses actes. [...] Si notre appareil militaire de la révolution doit être soutenu par la peur, alors nous n'aurons rien changé, si ce n'est la couleur de la peur. C'est seulement en se libérant de la peur, que la société pourra se construire dans la liberté. »

Au moment de clore cette partie du dossier sur l'antimilitarisme anarchiste [à caractère "historique"] il est bon de répéter ici que l'anarchisme ne se limite pas à une condamnation de principe du militarisme, mais théorise un antimilitarisme conséquent intégrant

- la lutte contre l'Institution militaire,
- la lutte contre la conscription, la lutte contre les Etats (notamment dans leurs dimensions expansionnistes et guerrières),
- la lutte contre le rôle de « police sociale » [dévolu par tous les gouvernements] et le rôle de gendarme contre « l'ennemi intérieur »

L'armée traduction factuelle du militarisme favorise la division inégalitaire de la Société en classes antagoniques. Son rôle consiste à défendre les intérêts des gouvernants et des nantis contre les menées révolutionnaires qui tendraient à renverser l'ordre social inégalitaire, ordre social qui favorise l'exploitation et l'aliénation du plus grand nombre au seul profit des classes privilégiées...

Qu'en est-il de nos jours de la présence militaire à l'extérieur de l'hexagone ?

De nos jours le rôle des armées françaises, s'il se déroule à l'intérieur des frontières – Plan Vigipirate et autres fonctions de maintien de l'ordre...- il se déploie aussi sur des théâtres d'opérations extérieures.

Il en est ainsi de l'opération **Barkane** [Mauritanie ; Mali ; Burkina Faso ; Niger ; Tchad / 4000 soldats environ], de l'opération **Chammal** [Irak ; Syrie / 1200 soldats environ], de l'opération **Daman** [Liban / 900 soldats environ] : **6100 soldats** environs

A ceux-là s'ajoutent des "présences" [au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon, à Djibouti, aux Émirats Arabes Unis] à raison de **3750 soldats** environs...

Par ailleurs, ils sont engagés dans la mission **Atalante** [au large de la Somalie] dans la mission Corym [Golfe de Guinée] et en Centrafrique à raison de **730 soldats** environs.

10 580 soldats auxquels s'ajoutent ceux mobilisés autour de Frontex : coopération opérationnelle aux frontières extérieures... Y&E décembre 2018

Anars en Comminges

La rubrique « pages d'Histoire » consacrée à des militant-e-s anarchistes ayant, à un moment ou à un autre milité dans des régions proches de nos lieux de militance nous conduit aujourd'hui à nous arrêter sur six biographies de compagnons qui donnèrent de leur personne pour une cause qui nous est chère : la lutte incessante pour une société égalitaire, solidaire et libertaire...

BALZALOBRE MONTERO, José

Né à Bagnères de Luchon (Haute Garonne) en 1913 - fusillé le 25 avril 1940 - Commerçant - MLE - CNT - Barcelone (Catalogne)

José Balzalobre Montero a été fusillé au camp de la Bota, Barcelone, le 25 avril 1940 avec les militants libertaires Juan et Serafín Sastre Soler, Guifré Llevat Ferrer, Manuel Roca Monferrer, Augusto Cabrega Gómez, Heliodoro Monverde De Cores, Angel Quiñones Peralta et Feliu Rosiski Arias. Tous étaient accusés d'avoir participé à des hold-up.

Sources : J. M Solé y Sabaté "*La repressio...*", op. cit. // *La Vanguardia*, Barcelone, 20, 25 & 26 avril 1940//

FABRE, Blas

Né à Epila (Saragosse) vers 1907 – mort le 10 avril 1979 - Ouvrier agricole – MLE – CNT – Huesca (Aragon) – Portet sur Garonne (Haute Garonne)

Blas Fabre s'était installé au début des années 1930 à Monzon (Huesca) où il militait à la CNT. Dès le début du coup d'état franquiste de juillet 1936 il s'enrôla dans la Colonne *Durruti*. Puis il avait participé à la collectivité de Monzon.

Passé en France lors de la Retirada, il fut interné dans divers camps. Puis il travailla comme ouvrier agricole et milita à la Libération à la FL-CNT de Portet sur Garonne.

Au moment de son décès le 10 avril 1979, il était membre du secrétariat de la FL. Il a été inhumé à Saint Jory.

Sources : M . Iñiguez « *Enciclopedia...* », op. cit. // *Espoir*, Toulouse, 21 mai 1979 //

RAMOS, Juan « Vicente MARTINEZ »

Né à Albacete (?) - Ouvrier du bois ; photographe - MLE – CNT – Groupe de Francisco PONZAN VIDAL – Valence (Levant) – Albacete (Murcie) - Andalousie – Barcelone (Catalogne) – Clermont Ferrand (Puy de Dôme)

Juan Ramos avait adhéré à la CNT dès l'âge de 14 ans et en 1934 avait été l'un des organisateurs de la grève de 3 mois des entreprises de menuiserie d'Albacete. Avant (ou pendant ?) la guerre il fut le secrétaire du Comité provincial puis le secrétaire à la propagande du Comité régional de Valence.

Mobilisé sur le front d'Aragon puis sur le front du Levant, il fut fait prisonnier à la fin de la guerre et interné au camp d'Albatera dont il parvint à s'échapper. Il avait alors gagné Malaga (Andalousie) où il travailla au service du réseau d'évasion de Francisco Ponzan Vidal. Pour échapper à la répression, il gagna Séville à pieds puis Barcelone.

En mai 1940 il passait clandestinement en France par le pic d'Aneto, mais était arrêté à Luchon par les Allemands qui le renvoyèrent 6 jours après en Espagne où il fut immédiatement emprisonné. Traduit devant un conseil de guerre il fut condamné à 30 ans de détention. Il fut tour à tour interné à Albacete où il fut membre du Comité intérieur CNT de la prison, au camp de Miranda de Ebro, Saragosse et à Cadix.

Remis en liberté conditionnelle le 18 juillet 1946 de la prison d'Albacete, il resta quelques mois dans la zone d'Alcaraz (Albacete) où il participa à l'approvisionnement en armes d'un groupe de guérilla. Puis il allait gagner Barcelone où sous la fausse identité de *Vicente Martinez* de 1947 à 1956 il allait travailler comme photographe puis agent d'assurances et continuer de militer à la CNT clandestine.

En décembre 1956 avec l'aide de la CNT en exil et notamment d'Agustin Villanova, il passait clandestinement en France avec sa compagne et leurs deux enfants. Il s'installa ensuite à Clermont Ferrand où il allait continuer de militer à la Fédération locale de la CNT de tendance dite « collaborationniste » puis, après le congrès de 1960, à la CNT réunifiée. Il fut le secrétaire de défense du Puy-de-Dôme, puis secrétaire à la propagande et secrétaire à la solidarité chargé notamment de l'accueil des réfugiés espagnols arrivant à Clermont. Il collabora également à la presse de l'exil dont *Solidaridad Obrera* et *Espoir*.

Sources : P. Duboisset « *La CNT en exil : une présence libertaire...* », op. cit. (Entretien avec J. Ramos, 17 mars 1999) //

SANCHEZ, Francisco Né dans la province d'Almeria vers 1906 – mort en avril 1974 - Mineur - MLE – CNT – Barcelone (Catalogne) – Orléans (Loiret) – Toulouse (Haute Garonne)

Francisco Sanchez avait émigré encore adolescent en Catalogne où il allait travailler et militer activement à la CNT des mines de Sallent (Barcelone), participant à de nombreux conflits et grèves.

Après le coup d'état franquiste de juillet 1936, il avait gagné Manresa où il s'était joint à la Colonne *Durruti* en route pour l'Aragon.

Puis avec la Colonne *Durruti* il alla sur le front de Madrid. Après la mort de Durruti en novembre 1936 et, refusant la militarisation des colonnes, il retourna à l'arrière.

Passé en France lors de la Retirada, il milita à la Libération à la FL-CNT d'Orléans où lors de la scission en 1945 il s'opposa fortement à la tendance dite collaborationniste.

Puis il alla s'installer dans la région toulousaine où il fut le secrétaire de l'Agrupacion régional catalana de la CNT et milita à la FL-CNT et à la section locale de la Solidarité internationale antifasciste (SIA) de Le Portet jusqu'à son décès début avril 1974. Il a été inhumé me 19 au cimetière Saint Jean de Toulouse.

Sources : M. Iñiguez « *Enciclopedia...* », op. cit. // *Espoir*, Toulouse, 14 juillet 1974//

SESMA, Gabriel Né à Barcelone – mort en avril 1974 - Mécanicien – MLE – CNT – Barcelone (Catalogne) – Portet (Haute Garonne)

Gabriel Sesma qui travaillait comme mécanicien à l'usine *La Maquina terrestre* militait depuis son adolescence à la CNT du quartier de San Andrés (Barcelone). Pendant la dictature de Primo de Rivera, il participa à toutes les réunions clandestines tenues dans le quartier.

Après la proclamation de la République, il avait, avec Buyé, militant de la construction, convoqué la réunion de syndicats où avait été fondé l'école rationaliste *Armonia*, puis participa aux diverses activités de l'école (conférences, excursions, théâtre..).

Lors du coup d'état franquiste de juillet 1936, c'est lui qui dès le 22 juillet avait organisé avec les compagnons de *la Terrestre y marítima* la production de moteurs pour la marine en matériel de guerre pour le front d'Aragon.

Passé en France lors de la retirada, il fut interné au camp d'Argelès.

A la Libération en 1945 il trouva un emploi de mécanicien réparateur de machines à coudre dans une grande entreprise de confection et continua de militer à la FL-CNT de Toulouse puis du Portet jusqu'à son décès début avril 1974.

Sources : M. Iñiguez « *Enciclopedia...* », op. cit. // *Espoir*, Toulouse, 2 juin 1974//

TORRES, Alejandro Né à Monzon (Teruel) – mort en 1973 - MLE – CNT – Monzon (Aragon) – Toulouse & Cugnaux (Haute-Garonne)

Militant de la CNT de Monzon, Alejandro Torres occupa, lors de la révolution, des responsabilités dans les collectivités locales.

Passé en France lors de la retirada, il continua de militer à la CNT de l'exil. En 1960, après le congrès de Limoges, il fut le secrétaire de la FL de Toulouse réunifiée.

Au début des années 1970, il résidait à Cugnaux et militait à la FL du Portet-sur-Garonne. Alejandro Torres est décédé à Toulouse en 1973.

S'agit il d'Alejandro Torres qui, pendant l'Occupation, avait semble-t-il été réquisitionné dans le cadre du STO et envoyé en 1943 travailler à la base sous-marine de Brest ?

M. Iñiguez « *Enciclopedia...* », op. cit. // *Combat Syndicaliste*, 11 janvier 1973 // *Espoir*, 25 février 1973// *Frente Libertario*, avril 1973//